



## CHAPITRE 113

## CHAPTER 113

### LOI ÉTABLISSANT LE CRÉDIT AGRICOLE AN ACT ESTABLISHING PROVINCIAL FARM CREDIT

Titre abrégé.

1. La présente loi peut être citée sous le titre de *Loi du crédit agricole du Québec*. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 1.

1. This act may be cited as *Quebec Farm Credit Act*. 1 Ed. VIII (2) c. 3, s. 1. Short title.

#### SECTION I DÉFINITIONS

Interprétation:

2. Dans la présente loi, à moins que le contexte ne s'y oppose, les termes suivants ont le sens qui leur est ci-après donné:

"Agriculteur";

a) "Agriculteur" signifie tout propriétaire d'une ferme ou d'une entreprise propre ou connexe à l'agriculture, qu'il exploite lui-même ou par l'entremise de serviteurs, et dont il tire la totalité ou une partie appréciable de son revenu;

"Emprunt";

b) "Emprunt" désigne un emprunt obtenu sous l'empire de la présente loi;

"Emprunteur";

c) "Emprunteur" signifie un agriculteur ou une autre personne qui a demandé ou qui a obtenu un prêt sous l'empire de cette loi;

"Ferme";

d) "Ferme" signifie tout immeuble exploité ou devant l'être dans un délai raisonnable, en vue d'une ou de plusieurs entreprises propres ou connexes à l'agriculture;

"Office";

e) "Office" désigne l'Office du crédit agricole institué par la présente loi;

"Prêt".

f) "Prêt" désigne un prêt fait en vertu de la présente loi. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 2.

#### SECTION II

##### L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE

Office constitué.

3. Un office appelé "*L'Office du crédit agricole du Québec*", composé de trois ré-

#### DIVISION I DEFINITIONS

2. In this act, unless inconsistent with the context, the following words have the meaning hereinafter given to them: Interpretation:

a. "Farmer" means any owner of a farm or enterprise belonging to or connected with agriculture, which he operates himself or through servants, and from which he derives the whole or an appreciable part of his income;

b. "Loan" ("*emprunt*") means a loan obtained under the authority of this act; "Loan" ("emprunt");

c. "Borrower" means a farmer or another person who has applied for or obtained a loan under the authority of this act; "Borrower";

d. "Farm" means any immovable operated or to be operated within a reasonable delay, in view of one or more enterprises belonging to or connected with agriculture;

e. "Bureau" means the Farm Credit Bureau instituted by this act; "Bureau";

f. "Loan" ("*prêt*") means a loan made under this act. 1 Ed. VIII (2), c. 3, s. 2. "Loan" ("prêt").

#### DIVISION II

##### FARM CREDIT BUREAU

3. Bureau is hereby established called the *Quebec Farm Credit Bureau* consisting Bureau established.

gisseurs qui demeureront en fonctions durant dix années consécutives mais qui pourront être destitués pour cause, est institué par la présente loi.

Droits,  
etc.

Cet office possède les droits et les pouvoirs généraux des corporations et il est assujéti aux obligations qui en dérivent, sauf incompatibilité avec la présente loi. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 3.

Régis-  
seurs.

4. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme les régisseurs, en désigne parmi eux le président et fixe leur traitement. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 4.

Siège  
social.

5. L'Office a son siège social dans la cité de Québec et peut avoir des bureaux à tout autre endroit de la province qu'il juge nécessaire. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 5.

Séances.

6. L'Office tient ses séances à son siège social ou à tout autre endroit qu'il choisit. Le quorum est de deux régisseurs. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 6.

Quorum.

Vacances.

7. Une ou des vacances dans l'Office n'ont pas l'effet de le dissoudre. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 7.

of three members (*régisseurs*) who shall remain in their functions for ten consecutive years but who may be discharged for cause.

Such Bureau shall have the rights and powers belonging generally to corporations and shall be subject to the obligations resulting therefrom, except where inconsistent with this act. 1 Éd. VIII (2), c. 3, s. 3.

4. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint the members (*régisseurs*), designate one of them as chairman and shall fix their salary. 1 Éd. VIII (2), c. 3, s. 4.

5. The Bureau shall have its corporate seat in the city of Quebec and may have offices in any other place in the Province as it may deem necessary. 1 Éd. VIII (2), c. 3, s. 5.

6. The Bureau shall hold its sittings at its corporate seat or at any other place chosen by it. Two members shall form a quorum. 1 Éd. VIII (2), c. 3, s. 6.

7. No vacancy in the Bureau shall have the effect of dissolving it. 1 Éd. VIII (2), c. 3, s. 7.

### SECTION III

#### SES POUVOIRS

Pouvoirs  
de l'Office:

8. L'Office a les pouvoirs suivants:  
a) Emprunter par émission d'obligations ou autrement jusqu'à concurrence de quarante-six millions de dollars;

b) Acquérir et posséder les biens meubles et immeubles dont il a besoin pour l'administration de la présente loi, et les immeubles hypothéqués en sa faveur lorsque la protection d'un prêt l'exige;

c) Administrer, vendre, hypothéquer, affermer ces biens ou en disposer autrement à titre onéreux;

d) Consentir aux agriculteurs déjà établis des prêts garantis par première hypothèque sur des fermes, jusqu'à concurrence de soixante-cinq pour cent de la valeur de chaque ferme, telle qu'établie par l'Office, sauf le cas prévu à l'article 20; ces prêts ne devant en aucun cas excéder six mille dollars pour chaque emprunteur;

### DIVISION III

#### POWERS OF THE BUREAU

8. The Bureau may:

a. Borrow, by issue of bonds or otherwise, up to forty-six million dollars;

b. Acquire and possess the moveable and immoveable property it may need for the carrying out of this act, and the immoveables hypothecated to it whenever the protection of a loan (*prêt*) so requires;

c. Administer, sell, hypothecate, lease such property or otherwise dispose of same by onerous title;

d. Grant to any established farmer loans (*prêts*), secured by a first hypothec on farms, up to sixty-five per cent of the value of the farm or farms, as established by the Bureau, without prejudice to the case provided for by section 20; such loans (*prêts*) in no case to exceed six thousand dollars for each borrower;

Powers of  
Bureau:

e) Consentir des prêts de premier établissement à toute personne qui acquiert pour les cultiver une ou des fermes formant une seule exploitation; ces prêts ne devant pas excéder soixante-quinze pour cent de la valeur, telle qu'établie par l'Office, de cette ou de ces fermes et ne devant en aucun cas excéder six mille dollars pour chaque emprunteur;

f) Définir, par règlement, les entreprises qui doivent être considérées comme propres ou connexes à l'agriculture;

g) Fixer, par règlement, les bases générales d'évaluation des fermes et des entreprises propres ou connexes à l'agriculture;

h) Fixer, par règlement, la proportion payable, respectivement par l'Office et par les emprunteurs, des frais d'évaluation des immeubles offerts en garantie;

i) Fixer, par règlement, pour les prêts effectués, la proportion payable, respectivement par l'Office et par les emprunteurs, des frais relatifs à la recherche, à l'obtention et à l'enregistrement des titres et à la radiation des privilèges et hypothèques;

j) Indiquer, dans chaque cas, les fins auxquelles devront servir les sommes prêtées;

k) Déterminer, avant de consentir le prêt, les conditions de règlement des dettes de l'emprunteur dans les cas prévus à l'article 15 de la présente loi;

l) Évaluer les fermes offertes en garantie hypothécaire et établir en conséquence le montant de chaque prêt;

m) Employer des estimateurs, des inspecteurs, des percepteurs, des hommes de loi, des commis et tous autres fonctionnaires dont il a besoin, déterminer leurs fonctions et fixer leur rémunération; le tout sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 8; 1 Geo. VI, c. 32, a. 1; 2 Geo. VI, c. 2, a. 1; 3 Geo. VI, c. 29, a. 1; 4 Geo. VI, c. 6, a. 1; 5 Geo. VI, c. 31, a. 1.

e. Grant first settlement loans (*prêts*) to any person acquiring for cultivation purposes one or more farms forming a single enterprise; such loans (*prêts*) not to exceed seventy-five per cent of the value, as established by the Bureau, of such farm or farms and in no case to exceed six thousand dollars for each borrower;

f. Define, by regulation, the enterprises which may be considered as belonging to or connected with agriculture;

g. Fix, by regulation, the general basis of appraisal of farms and enterprises belonging to or connected with agriculture;

h. Fix, by regulation, the proportion of the cost of appraisal of the immoveables, offered as security, payable by the Bureau and by the borrowers, respectively;

i. Fix, by regulation, for the loans (*prêts*) effected, the proportion payable by the Bureau and by the borrowers, respectively, of the costs relating to the search for and the obtaining and registering of titles, and to the radiation of privileges and hypothecs;

j. In each case, indicate the purposes for which the sums loaned shall serve;

k. Determine, before granting the loan (*prêt*), the conditions of settlement of the borrower's debts in the cases contemplated by section 15 of this act;

l. Value the farms tendered as hypothecary security and fix accordingly the amount of each loan (*prêt*);

m. Employ assessors, inspectors, collectors, legists (*hommes de loi*), clerks and all other officials required by it, determine their functions and fix their remuneration; the whole subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council. 1 Éd. VIII (2), c. 3, s. 8; 1 Geo. VI, c. 32, s. 1; 2 Geo. VI, c. 2, s. 1; 3 Geo. VI, c. 29, s. 1; 4 Geo. VI, c. 6, s. 1; 5 Geo. VI, c. 31, s. 1.

Règle-  
ments.

9. Tout règlement de l'Office doit, pour être valide, recevoir l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 9.

9. Every regulation of the Bureau must, in order to be valid, receive the approval of the Lieutenant-Governor in Council. 1 Éd. VIII (2), c. 3, s. 9. Regula-  
tions.

## SECTION IV

## EMPLOI ET GARANTIE DES EMPRUNTS

**Produit des emprunts.** **10.** Le produit des emprunts faits par l'Office doit servir à faire les prêts autorisés par la présente loi et à acquérir les immeubles qui doivent l'être pour la protection des prêts.

**Approbation.** Les emprunts faits par l'Office doivent préalablement être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**Garantie.** Ces emprunts sont garantis par le gouvernement de la province. 1 Éd. VIII (2), c. 3, aa. 10-12.

**Fonds consolidé.** **11.** Les sommes que le gouvernement peut être appelé à payer en vertu de cette garantie le seront par le trésorier de la province, à même le fonds consolidé du revenu.

**Remboursement.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut, aux fins de rembourser au fonds consolidé du revenu une partie ou la totalité des sommes qui peuvent y être puisées en vertu du présent article, autoriser le trésorier de la province à contracter un ou des emprunts, suivant le mode, au taux d'intérêt, dans la forme et pour le montant que détermine le lieutenant-gouverneur en conseil. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 13.

**Placements autorisés.** **12.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, les corporations municipales et scolaires et les corporations de syndics de paroisse peuvent placer leurs fonds d'amortissement en acquisition des obligations émises par l'Office.

**Idem.** Ces obligations sont des valeurs sur lesquelles peuvent être faits les placements visés par l'article 981o du Code civil, par l'article 154 de la Loi des assurances de Québec (chap. 299), et par l'article 8 de la Loi des fidéicommiss (chap. 284). 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 14.

**Achat par le gouvernement.** **13.** Le lieutenant-gouverneur en conseil est autorisé à acquérir par achat, échange ou autrement, aux conditions et pour les montants qu'il détermine, des bons, obligations ou autres valeurs de

## DIVISION IV

EMPLOYMENT AND SECURITY OF LOANS  
(*Emprunts*)

**10.** The proceeds from the loans (*emprunts*) contracted by the Bureau must serve to make the loans (*prêts*) authorized by this act and to acquire such immoveables as have to be acquired for protection of the loans (*prêts*). Proceeds of loans (*emprunts*).

The loans (*emprunts*) contracted by the Bureau must be previously approved by the Lieutenant-Governor in Council. Approval.

Such loans (*emprunts*) shall be guaranteed by the Government of this Province. 1 Éd. VIII (2), c. 3, ss. 10-12. Guarantee.

**11.** The sums which the Government may be called upon to pay under such guarantee shall be paid by the Provincial Treasurer, out of the consolidated revenue fund. Cons. rev. fund.

The Lieutenant-Governor in Council may, for the purpose of reimbursing to the consolidated revenue fund the whole or part of the sums drawn therefrom under this section, authorize the Provincial Treasurer to contract one or more loans (*emprunts*), in the manner, at the rate of interest, in the form and for the amount which the Lieutenant-Governor in Council may determine. 1 Éd. VIII (2), c. 3, s. 13. Reimbursement.

**12.** Notwithstanding any general law or special act to the contrary, municipal and school corporations and corporations of parish trustees may invest their sinking-funds in acquiring bonds issued by the Bureau. Investments authorized.

Such bonds shall be securities in which may be made the investments referred to in article 981o of the Civil Code; in section 154 of the Quebec Insurance Act (Chap. 299), and in section 8 of the Trust Companies Act (Chap. 284). 1 Éd. VIII (2), c. 3, s. 14. Idem.

**13.** The Lieutenant-Governor in Council is authorized to acquire, by purchase, exchange or in any other manner, upon such conditions and for such amounts as he may determine, bonds, debentures Purchase by Government.

l'Office, lequel est autorisé à négocier en conséquence avec le gouvernement.

**Fonds consolidé.** Les sommes requises pour l'acquisition de ces bons, obligations ou valeurs sont payées à même le fonds consolidé du revenu.

**Emprunts.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut cependant autoriser le trésorier de la province à emprunter, pour une période n'excédant pas trente ans et à des taux d'intérêt n'excédant pas quatre pour cent par année, les sommes requises pour couvrir ces dépenses capitales. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 14a; 2 Geo. VI, c. 36, a. 1.

**Fonds spécial.** 14. Les sommes que l'Office paie au gouvernement pour le rachat des bons, obligations ou autres valeurs que détient ce dernier sont versées à un fonds spécial qui doit servir, jusqu'à concurrence, à rembourser les emprunts faits par le gouvernement en vertu de la présente loi. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 14b; 2 Geo. VI, c. 36, a. 1.

or other securities of the Bureau, which latter is authorized to negotiate in consequence with the Government.

The sums required for the acquisition of such bonds, debentures or securities shall be paid out of the consolidated revenue fund. **Payment.**

The Lieutenant-Governor in Council may, however, authorize the Provincial Treasurer to borrow, for a period not exceeding thirty years and at rates of interest not exceeding four per cent per annum, the sums required to meet such capital expenditures. 1 Ed. VIII (2), c. 3, s. 14a; 2 Geo. VI, c. 36, s. 1. **Loans.**

14. The sums which the Bureau pays to the Government for the redemption of bonds, debentures or other securities held by the latter shall be paid into a special fund which, to the extent thereof, must be used to reimburse the loans effected by the Government in virtue of this act. 1 Ed. VIII (2), c. 3, s. 14b; 2 Geo. VI, c. 36, s. 1. **Special fund.**

## SECTION V

### LES COMPROMIS

**Prêts.** 15. Lorsque les dettes et obligations de l'emprunteur excèdent soixante-cinq pour cent de la valeur de sa ou de ses fermes, telle qu'établie par l'Office, celui-ci peut lui prêter jusqu'à concurrence de soixante-quinze pour cent de cette valeur, pourvu que les créanciers de l'emprunteur acceptent le montant du prêt en règlement entier de ses dettes et obligations et lui donnent quittance. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 15.

**Créanciers.**

## DIVISION V

### COMPROMISES

15. When the debts and obligations of the borrower exceed sixty-five per cent of the value of his farm or farms, as established by the Bureau, the latter may lend him up to seventy-five per cent of such value, provided that the creditors of such borrower accept the amount of the loan (*prêt*) in full settlement of his debts and obligations and give him a discharge. 1 Ed. VIII (2), c. 3, s. 15. **Loan.**

**Creditors.**

## SECTION VI

### LES PRÊTS

**Hypothèque.** 16. Sauf le cas prévu à l'article 20, tout prêt doit être garanti par première hypothèque en faveur de l'Office sur la ou les fermes de l'emprunteur et

**Intérêt.** a) Porte intérêt au taux de trois pour cent par année, payable semi-annuellement;

**Amortissement.** b) Est remboursable par amortissement de deux et sept cent quatorze millièmes pour cent par année, pendant vingt-cinq

16. Except in the case contemplated by section 20, every loan (*prêt*) must be secured by first mortgage on the borrower's farm or farms, in favour of the Bureau and

a. Shall bear interest at the rate of three per cent per annum, payable semi-annually; **Mortgage.**

b. Shall be repayable by way of the payment by amortization of two and seven hundred and fourteen thousandths **Interest.**

**Repayment.**

ans. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 16; 4 Geo. VI, c. 6, a. 2.

per cent per annum, during twenty-five years. 1 Éd. VIII (2), c. 3, s. 16; 4 Geo. VI, c. 6, s. 2.

Intérêt  
après  
échéance.

**17.** Tout versement de principal ou d'intérêt non acquitté à échéance produit lui-même, de plein droit et sans mise en demeure, un intérêt au taux de cinq pour cent par année, à compter du jour de l'échéance. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 17.

**17.** Any instalment of principal or interest unpaid at maturity shall itself, *pleno jure* and without a putting in default, bear interest at the rate of five per cent per annum, to be reckoned from the date of maturity. 1 Éd. VIII (2), c. 3, s. 17.

Interest  
after  
maturity.

Anticipa-  
tion.

**18.** L'emprunteur ou ses ayants droit peuvent rembourser le prêt par anticipation, en tout ou en partie. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 18.

**18.** The borrower or his representatives may repay the loan (*prêt*) beforehand, wholly or in part. 1 Éd. VIII (2), c. 3, s. 18.

Anticipa-  
tion.

Condi-  
tions ac-  
cessoires.

**19.** L'Office peut fixer les conditions accessoires ou secondaires auxquelles les prêts sont soumis, quant aux titres de l'emprunteur, aux actes d'obligation, à la protection de la garantie hypothécaire et autres matières de même nature. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 19.

**19.** The Bureau may fix the accessory or secondary conditions to which loans (*prêts*) shall be subject, as to the borrower's titles, deeds of obligation, the protection of the hypothecary security and other similar matter. 1 Éd. VIII (2), c. 3, s. 19.

Accessory  
con-  
ditions.

Prêt  
supplé-  
mentaire.

**20.** En outre des prêts à base d'amortissement prévus par l'article 16, l'Office peut accorder à l'emprunteur, lorsqu'il le juge opportun, un prêt supplémentaire à échéance plus courte, garanti par une hypothèque de second rang en sa faveur; il doit alors fixer toutes les conditions du prêt dans l'acte d'obligation; mais le total de ces deux prêts ne doit en aucun cas excéder la somme de six mille dollars, ni soixante-quinze pour cent de la valeur, établie par l'Office, de la ou des fermes hypothéquées en garantie. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 20.

**20.** Besides the loans (*prêts*) repayable by amortization as contemplated by section 16, the Bureau may grant to the borrower, when it deems it expedient, an additional loan (*prêt*) on a shorter term, secured by a hypothec of second rank in its favour. The Bureau must then fix all the conditions of the loan (*prêt*) in the deed of obligation, but the total of both loans (*prêts*) must in no case exceed the sum of six thousand dollars nor seventy-five per cent of the value, established by the Bureau, of the farm or farms hypothecated as security. 1 Éd. VIII (2), c. 3, s. 20.

Addi-  
tional  
loan  
(*prêt*).

Aliéna-  
tion  
volon-  
taire.

**21.** L'autorisation de l'Office doit être obtenue pour rendre valide l'aliénation volontaire d'un immeuble garantissant un prêt. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 21.

**21.** The authorization of the Bureau must be obtained in order to validate the voluntary transfer of an immoveable guaranteeing a loan (*prêt*). 1 Éd. VIII (2), c. 3, s. 21.

Voluntary  
transfer.

Présomp-  
tion.

**22.** Tout acte de l'Office est *prima facie* présumé *intra vires* de ses pouvoirs. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 22.

**22.** Every act of the Bureau shall be presumed *prima facie* to be *intra vires* of its powers. 1 Éd. VIII (2), c. 3, s. 22.

Presump-  
tion.

Résilia-  
tion du  
prêt.

**23.** Si un emprunteur obtient un prêt à la suite de fausses déclarations ou de faux prétextes, ou s'il emploie le produit ou une partie du produit de l'emprunt à

**23.** If a borrower obtains a loan (*prêt*) as a result of false declarations or false pretences, or if he uses the proceeds or a portion of the proceeds of such loan for

Cancell-  
ation of  
loan  
(*prêt*).

d'autres fins que celles pour lesquelles l'Office le lui a consenti, celui-ci peut, par simple avis envoyé à l'emprunteur, par lettre recommandée, à sa dernière adresse connue de l'Office, déclarer l'emprunteur déchu du bénéfice du terme accordé, résilier le prêt, en réclamer le remboursement avec les intérêts, et, à défaut de tel remboursement, exercer tout recours prévu par la loi. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 23.

purposes other than those for which the said loan was granted to him by the Bureau, the latter may, by mere notice sent to the borrower, by a registered letter to his last address known to the Bureau, declare the borrower deprived of the benefit of the period granted, cancel the said loan, claim repayment thereof with interest and, failing such repayment, exercise any recourse provided by law. 1 Ed. VIII (2), c. 3, s. 23.

## SECTION VII

## LA RÉALISATION DE LA GARANTIE

Réalisation.

**24.** Lorsque l'Office a droit de réaliser sa garantie hypothécaire, il peut procéder tel que ci-après statué. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 24.

Réquisition de paiement.

**25.** L'Office requiert, par lettre recommandée, le paiement de la dette, sous un délai de trente jours à compter de la mise à la poste de cette lettre; celle-ci est adressée au débiteur ou à ses ayants droits, à leur dernière adresse connue de l'Office, 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 25; 5 Geo. VI, c. 31, a. 2.

Requête.

**26.** À défaut de paiement du montant réclamé dans le délai de l'avis, l'Office présente une requête à un juge de la Cour supérieure siégeant dans le district où est situé l'immeuble hypothéqué, pour obtenir une ordonnance décrétant la vente de cet immeuble.

Signification.

Cette requête est signifiée par huissier ou par le secrétaire-trésorier de la corporation municipale où est situé l'immeuble hypothéqué, et doit être accompagnée d'un avis de l'heure, de la date et de l'endroit de sa présentation. Le délai de cet avis est celui des actions ordinaires. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 26; 5 Geo. VI, c. 31, a. 3.

Prescription interrompue.

**27.** Cette requête constitue, à compter de la date de sa production au greffe, une interruption de prescription. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 27.

Procédure.

**28.** La procédure sur cette requête est sommaire et le juge peut, à sa discrétion, autoriser le débiteur à y répondre par

## DIVISION VII

## REALIZING UPON SECURITY

**24.** Whenever the Bureau is entitled to realize upon its hypothecary security, it may proceed as hereinafter stipulated. 1 Ed. VIII (2), c. 3, s. 24.

**25.** The Bureau shall require, by registered letter, the payment of the debt within a delay of thirty days from the mailing of such letter; the latter shall be addressed to the debtor or his representatives, at his or their last address known to the Bureau. 1 Ed. VIII (2), c. 3, s. 25; 5 Geo. VI, c. 31, s. 2.

**26.** Failing the payment of the amount claimed within the delay specified in the notice, the Bureau shall present a petition to a judge of the Superior Court, sitting in the district wherein the hypothecated immovable is situated, for an order enjoining the sale of such immovable.

Such petition shall be served by a bailiff or by the secretary-treasurer of the municipality wherein the hypothecated immovable is situated, and must be accompanied by a notice of the place, date and hour when it will be presented. The delay as to such notice shall be that of ordinary actions. 1 Ed. VIII (2), c. 3, s. 26; 5 Geo. VI, c. 31, s. 3.

**27.** Such petition, from the time of its filing in the office of the court, shall constitute an interruption of prescription. 1 Ed. VIII (2), c. 3, s. 27.

**28.** Proceedings upon such petition shall be summary and the judge may, at his discretion, authorize the debtor to

- Jugement.** écrit. Le jugement sur cette requête est final et sans appel. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 28. **reply in writing.** The judgment upon such petition shall be final and without appeal. 1 Ed. VIII (2), c. 3, s. 28. **Judgment.**
- Bref de terris.** **29.** Si la preuve établit le bien-fondé de la requête, le juge ordonne contre l'immeuble hypothéqué l'émission d'un bref de terris. **29.** If the proof establishes that the petition is well founded, the judge shall order the issue of a writ *de terris* against the hypothecated immoveable. **Writ de terris.**
- Exécution, etc.** Ce bref contient une description, conforme à l'article 2168 du Code civil, de l'immeuble hypothéqué, il est exécuté par le shérif et le montant dû à l'Office est prélevé avec dépens. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 29. **Such writ shall contain a description, in accordance with article 2168 of the Civil Code, of the hypothecated immoveable and shall be executed by the sheriff, and the sum owing to the Bureau shall be levied, with costs. 1 Ed. VIII (2), c. 3, s. 29. Execution, etc.**
- Procédure.** **30.** Sous réserve des dispositions de l'article 31, toutes les procédures ultérieures d'exécution se font conformément aux dispositions du Code de procédure civile relatives à l'exécution des immeubles. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 30. **30.** Subject to the provisions of section 31, all subsequent execution proceedings shall be had according to the provisions of the Code of Civil Procedure respecting execution upon immoveables. 1 Ed. VIII (2), c. 3, s. 30. **Procedure.**
- Saisie.** **31.** Nonobstant toute disposition contraire, générale ou spéciale, le shérif saisit, à son bureau, l'immeuble hypothéqué, sans qu'il soit nécessaire de procéder à la discussion des biens meubles ou à l'interpellation du défendeur suivant l'article 705 du Code de procédure civile. **31.** Notwithstanding any general or special provision to the contrary, the sheriff shall seize, at his office, the hypothecated immoveable, without proceeding to the discussion of moveables or to the interpellation of the debtor in accordance with article 705 of the Code of Civil Procedure. **Seizure.**
- Procès-verbal de saisie.** Un double du procès-verbal de saisie est transmis par le shérif à l'intimé, contre lequel le bref *de terris* a été émis, par lettre recommandée à sa dernière adresse connue de l'Office. **A duplicate of the minutes of seizure shall be transmitted by the sheriff to the respondent, against whom the writ *de terris* has been issued, by registered letter to his last address known to the Bureau. Minutes of seizure.**
- Publication, etc.** La publication et l'affichage prévus par le paragraphe 2 de l'article 717 du Code de procédure civile doivent être faits par un huissier résidant dans la localité où est situé l'immeuble saisi ou, à défaut de tel huissier, par une personne lettrée y résidant. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 31; 5 Geo. VI, c. 31, a. 4. **The publication and posting, provided for by paragraph 2 of article 717 of the Code of Civil Procedure, shall be done by a bailiff residing in the place wherein the seized immoveable is situated or, failing such a bailiff, by a literate person residing at such place. 1 Ed. VIII (2), c. 3, s. 31; 5 Geo. VI, c. 31, s. 4. Publication, etc.**

## SECTION VIII

## DISPOSITIONS GÉNÉRALES

- Priorité d'hypothèque.** **32.** L'hypothèque acquise par l'Office a priorité de rang sur les privilèges de la couronne aux droits de la province. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 32.

- Enregistrement.** **33.** Nonobstant les dispositions du Code civil relativement à l'enregistrement

## DIVISION VIII

## GENERAL PROVISIONS

- 32.** The hypothec acquired by the Bureau shall rank ahead of the privileges of the Crown in the rights of the Province. 1 Ed. VIII (2), c. 3, s. 32. **Ranking of hypothec.**

- 33.** Notwithstanding the provisions of the Civil Code respecting the registration



des droits réels, toute hypothèque en faveur de l'Office peut être enregistrée en la manière ci-dessous prescrite, au bureau de la division d'enregistrement où sont situés les immeubles hypothéqués.

**Bordereau, etc.** Deux copies authentiques de l'acte d'obligation et un bordereau d'icelui, fait conformément aux dispositions du Code civil et préparé suivant la formule 1 ci-dessous ou toute autre au même effet, sont présentés au bureau de la division d'enregistrement.

**Copies de l'acte.** Une copie est gardée en dépôt au bureau d'enregistrement et l'autre, revêtue d'un certificat d'enregistrement suivant la formule 2 ci-dessous ou toute autre au même effet, est remise à la personne qui l'a présentée pour enregistrement.

**Transcription.** Ce bordereau est transcrit dans le registre des bordereaux. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 32a; 3 Geo. VI, c. 30, a. 1.

**Validité de l'hypothèque.** **34.** Nonobstant toute loi générale ou spéciale à ce contraire, la validité de l'hypothèque qui garantit un prêt n'est pas affectée par le défaut d'obtention ou d'enregistrement d'un certificat du percepteur des droits sur les successions ou du percepteur du revenu de la province. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 33.

**Stipulation pour autrui.** **35.** Par dérogation à l'article 1029 du Code civil, toute stipulation au profit de l'Office est irrévocable. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 33a; 5 Geo. VI, c. 31, a. 5.

**Exemption de droits payables.** **36.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut décréter:

a) Qu'aucun droit ne sera payable à la couronne sur l'enregistrement des actes constatant un prêt, ou sur les recherches faites dans les bureaux d'enregistrement et sur les certificats émis par les registrars pour le bénéfice d'un agriculteur qui a obtenu un prêt;

b) Que les publications d'avis dans la *Gazette officielle de Québec* annonçant la vente d'un immeuble garantissant un prêt de l'Office seront gratuites;

c) Que les droits et commissions payables à la couronne sur la vente d'un im-

of real rights, every hypothec in favour of the Bureau may be registered in the manner hereinafter prescribed, in the office of the registration division where the hypothecated immoveables are situate.

Two authentic copies of the deed of obligation and a memorial thereof, made in accordance with the provisions of the Civil Code and drawn up according to the form 1 hereunder or any other form to the same effect, shall be produced in the office of the registration division.

One copy shall be kept deposited in the registration office and the other, with a certificate of registration thereon according to the form 2 thereunder or any other form to the same effect, shall be returned to the person who presented it for registration.

The said memorial shall be transcribed in the register of memorials. 1 Éd. VIII (2), c. 3, s. 32a; 3 Geo. VI, c. 30, s. 1.

**34.** Notwithstanding any general law or special act to the contrary, the validity of the hypothec securing a loan (*prêt*) shall not be affected by the failure to obtain or to register the certificate of the collector of succession duties or of the collector of Provincial Revenue. 1 Éd. VIII (2), c. 3, s. 33.

**35.** Notwithstanding article 1029 of the Civil Code, every stipulation for the benefit of the Bureau shall be irrevocable. 1 Éd. VIII (2), c. 3, s. 33a; 5 Geo. VI, c. 31, s. 5.

**36.** The Lieutenant-Governor in Council may enact:

a. That no duty shall be payable to the Crown on the registration of deeds evidencing a loan (*prêt*), or on the searches made in registration offices, and on the certificates issued by the registrars, for the benefit of a farmer who has obtained a loan (*prêt*);

b. That the publications of notice in the *Quebec Official Gazette*, advertising the sale of an immovable guaranteeing a loan made by the Board, shall be gratuitous;

c. That the duties and commissions payable to the Crown on the sale of an

Memorial, etc.

Copies of deed.

Transcription.

Validity of hypothec.

Stipulation irrevocable.

Waiving Crown duties.

meuble garantissant un prêt ne seront pas perçus. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 34.

immoveable guaranteeing a loan (*prêt*) shall not be collected. 1 Éd. VIII (2), c. 3, s. 34.

Modifica-  
tion de  
tarif.

**37.** Il est également loisible au lieutenant-gouverneur en conseil, aux conditions qu'il détermine:

a) De modifier les honoraires accordés par leur tarif aux registrateurs qui ne sont pas à traitement fixe;

b) De suspendre l'application du tarif des registrateurs lorsque ceux-ci sont à traitement fixe. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 34a; 5 Geo. VI, c. 31, a. 6.

**37.** The Lieutenant-Governor in Council, on such conditions as he may determine, may likewise:

a. Change the fees allowed by their tariff to registrars who receive no fixed salary;

b. Suspend the application of the registrars' tariff when they receive a fixed salary. 1 Éd. VIII (2), c. 3, s. 34a; 5 Geo. VI, c. 31, s. 6.

Paiement  
des régis-  
trateurs.

**38.** Il est loisible au lieutenant-gouverneur en conseil d'autoriser le ministre de l'agriculture, sur la recommandation de ce dernier, à payer, sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature, à toute personne remplissant les fonctions de registrateur et ne recevant pas de traitement fixe du gouvernement, la rémunération qu'il détermine pour les certificats de droits réels et les certificats de privilèges et hypothèques fournis pour fins de prêts sous l'empire de la présente loi. 3 Geo. VI, c. 31, a. 1; 5 Geo. VI, c. 6, a. 30.

**38.** The Lieutenant-Governor in Council may authorize the Minister of Agriculture, upon the recommendation of the latter, to pay, out of the moneys voted annually, for that purpose, by the Legislature, to any person fulfilling the functions of registrar and not receiving a fixed salary from the Government, such remuneration as he may determine for the certificates of real rights and the certificates of privileges and hypothecs furnished for purposes of loans under the authority of this act. 3 Geo. VI, c. 31, s. 1; 5 Geo. VI, c. 6, s. 30.

## SECTION IX

### GASPÉSIE, ILES-DE-LA-MADELEINE

"Caisse".

**39.** Dans la présente section, "caisse" signifie un syndicat coopératif de crédit appelé caisse populaire Desjardins, régi par la Loi des syndicats coopératifs de Québec (chap. 290). 2 Geo. VI, c. 38, a. 1.

Propriété  
pré-  
sumée.

**40.** Toute personne en possession continue, paisible, publique, non équivoque et à titre de propriétaire, par elle-même ou par ses auteurs, depuis au moins dix ans, d'un immeuble situé dans les comtés de Bonaventure, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud et des Iles-de-la-Madeleine, est, pour les fins de la présente section, réputée propriétaire de cet immeuble, et peut valablement l'hypothéquer en garantie d'un prêt consenti en vertu de la présente section par l'Office ou par une caisse.

Hypo-  
thèque.

Cette hypothèque a priorité de rang sur tout privilège et toute autre hypothèque grevant cet immeuble. 2 Geo. VI, c. 38, a. 2.

## DIVISION IX

### GASPÉ PENINSULA AND MAGDALEN ISLANDS

**39.** In this division, "Credit Union" means a cooperative syndicate called *Caisse Populaire Desjardins*, governed by the Quebec Cooperative Syndicates Act (Chap. 290). 2 Geo. VI, c. 38, s. 1.

**40.** Every person in continuous, peaceable, public and unequivocal possession and as owner, himself or through his *auteurs*, for at least ten years, of an immovable situated in the counties of Bonaventure, Gaspé-North, Gaspé-South and the Magdalen Islands, shall, for the purposes of this division, be deemed the owner of such immovable and may validly hypothecate it, as security for any loan granted in virtue of this division by the Bureau or by a Credit Union.

Owner-  
ship pre-  
sumed.

Such hypothec shall have priority of rank over every other privilege and every other hypothec burdening such immovable. 2 Geo. VI, c. 38, s. 2.

Hypothec.

Avances autorisées.	<b>41.</b> L'Office est autorisé à consentir des avances à toute caisse opérant dans les comtés de Bonaventure, Gaspé-Nord, Gaspé-Sud et des Îles-de-la-Madeleine, jusqu'à concurrence de soixante-cinq pour cent du montant de chaque prêt consenti dans ces comtés par telle caisse, en vertu de la présente section.	<b>41.</b> The Bureau is authorized to make advances to any Credit Union operating in the counties of Bonaventure, Gaspé-North, Gaspé-South and the Magdalen Islands, up to sixty-five per cent of the amount of each loan granted in such counties by such Credit Union in virtue of this division.	Advances authorized.
Garantie.	En garantie de ses avances, l'Office doit exiger que telle caisse lui transporte toute créance, hypothécaire ou chirographaire, qu'elle détient de son débiteur en raison d'un prêt consenti à ce dernier en vertu de la présente section.	To guarantee such advances the Bureau must exact that such Credit Union transfer to it every claim, whether hypothecary or chirographic, which it holds from its debtor by reason of a loan granted to such latter in virtue of this division.	Guarantee.
Intérêt.	Les avances de l'Office aux caisses portent intérêt au taux de deux et demi pour cent par année, payable semi-annuellement.	The advances made by the Bureau to the Credit Union shall bear interest at the rate of two and one-half per cent per annum, payable semi-annually.	Interest.
Remboursement.	Le mode de remboursement et les autres conditions de ces avances sont règlementés par l'Office, sujet à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil. 2 Geo. VI, c. 38, a. 3.	The method of reimbursement and the other conditions of such advances shall be determined by regulations of the Bureau, subject to the approval of the Lieutenant-Governor in Council. 2 Geo. VI, c. 38, s. 3.	Reimbursement, etc.
Emprunt autorisé.	<b>42.</b> L'office est autorisé à emprunter, avec la garantie du gouvernement de la province, par émission d'obligations ou autrement, une somme n'excédant pas deux cent cinquante mille dollars, pour les fins de l'article 41 de la présente loi. 2 Geo. VI, c. 38, a. 4.	<b>42.</b> The Bureau is authorized to borrow, with the guarantee of the Government of the Province, by an issue of debentures or otherwise, an amount not exceeding two hundred and fifty thousand dollars, for the purposes of section 41 of this act. 2 Geo. VI, c. 38, s. 4.	Loan authorized.

## SECTION X

## DISPOSITIONS FINALES

Budget.	<b>43.</b> Les dépenses de l'Office sont payées sur les deniers votés annuellement, à cette fin, par la Législature.	<b>43.</b> The expenses of the Bureau shall be paid out of the moneys voted annually, for that purpose, by the Legislature.	Expenses.
Vérification.	Les livres et les comptes de l'Office sont vérifiés par l'auditeur de la province. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 35; 4 Geo. VI, c. 6, a. 3; 5 Geo. VI, c. 6, a. 29.	The books and accounts of the Bureau shall be audited by the Provincial Auditor. 1 Ed. VIII (2), c. 3, s. 35; 4 Geo. VI, c. 6, s. 3; 5 Geo. VI, c. 6, s. 29.	Audit.
Rapport de l'Office.	<b>44.</b> L'Office doit soumettre au ministre de l'agriculture, le trente et un décembre de chaque année, à partir du 31 décembre 1937, un rapport détaillé des emprunts qu'il a faits et des prêts qu'il a consentis, et lui fournir tout autre renseignement qu'il exige. 1 Éd. VIII (2), c. 3, a. 36.	<b>44.</b> The Bureau shall submit to the Minister of Agriculture, on the 31st of December of each year, starting from the 31st of December, 1937, a detailed report of the loans ( <i>emprunts</i> ) which it has contracted and the loans ( <i>prêts</i> ) which it has granted, and furnish the Minister with any other information which he may require. 1 Ed. VIII (2), c. 3, s. 36.	Report of Bureau.

## FORMULES

## 1.—(Article 33)

Bordereau d'un acte d'obligation fait sous l'autorité de la Loi du crédit agricole du Québec reçu à (*nom du lieu où l'acte a été reçu*) par Me (*nom du notaire*), notaire, le (*quantième en lettres*) jour de (*mois en lettres*) mil neuf cent (*année en lettres*) sous le numéro (*numéro en lettres*) de ses minutes, par (*nom de l'emprunteur*) et hypothèque en faveur de l'Office du crédit agricole du Québec, pour une somme de (*montant de l'hypothèque en lettres*), avec hypothèque additionnelle pour une somme de (*montant de l'hypothèque additionnelle en lettres*) affectant les immeubles y désignés, et nommément (*copier verbatim la description des immeubles affectés et compris dans la division d'enregistrement*). 1 Éd. VIII (2), c. 3, formule 1; 3 Geo. VI, c. 30, a. 1.

## 2.—(Article 33)

Bureau de la division d'enregistrement de (*nom de la division*).

Je, soussigné, certifie que le présent document a été dûment enregistré dans ce bureau, suivant les dispositions de la Loi du crédit agricole du Québec, à (*heures en lettres*) heures et (*minutes en lettres*) minutes, le (*quantième en lettres*) jour de (*mois en lettres*) mil neuf cent (*année en lettres*) sous le numéro (*numéro en lettres*).

(*Signature du régistrateur*).

1 Éd. VIII (2), c. 3, formule 2; 3 Geo. VI, c. 30, a. 1.

## FORMS

## 1.—(Section 33)

Memorial of a deed of obligation made under the Quebec Farm Credit Act received at (*name of place where deed was received*) by Maître (*name of notary*), notary, on the (*date at full length*) day of (*month at full length*) one thousand nine hundred and (*year at full length*), under the number (*number at full length*) of his minutes, by (*name of borrower*) and hypothec in favour of the Quebec Farm Credit Bureau for the sum of (*amount of hypothec at full length*), with additional hypothec for the sum of (*amount of additional hypothec at full length*) affecting the immovables therein described, and more particularly (*copy verbatim the description of the immoveables affected which are comprised in the registration division*). 1 Éd. VIII (2), c. 3, form 1; 3 Geo. VI, c. 30, s. 1.

## 2.—(Section 33)

Office of the Registration Division of (*name of division*).

I, the undersigned, certify that this document has been duly registered in this office, in accordance with the provisions of the Quebec Farm Credit Act at (*number at full length*) minutes past (*hour at full length*) o'clock, on the (*date of full length*) day of (*month at full length*) one thousand nine hundred and (*year at full length*), under the number (*number at full length*).

(*Signature of registrar*).

1 Éd. VIII (2), c. 3, form 2; 3 Geo. VI, c. 30, s. 1.